

Aide internationale et sociétés civiles au Niger, Philippe Lavigne Delville, Karthala-APAD-IRD, Paris, 2015, 348 pages

François Doligez

Numéro 341, juillet 2016

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1037443ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1037443ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association Recma

ISSN

1626-1682 (imprimé)

2261-2599 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

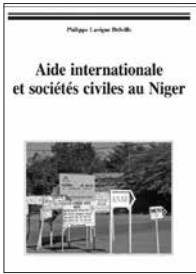
Doligez, F. (2016). Compte rendu de [*Aide internationale et sociétés civiles au Niger*, Philippe Lavigne Delville, Karthala-APAD-IRD, Paris, 2015, 348 pages]. *Revue internationale de l'économie sociale*, (341), 130–131.
<https://doi.org/10.7202/1037443ar>

délibérément une volonté de promouvoir les outils d'une action collective visant l'efficacité et ne cherchant nullement à fuir ses responsabilités en matière de « redevabilité » vis-à-vis de la collectivité (*accountability*) mais libérée du carcan et des risques du managérialisme. Acteurs militants, professionnels impliqués, étudiants en sciences sociales ou en travail social, mais aussi simples citoyens soucieux de notre avenir collectif trouveront dans cette lecture matière à réflexion pour comprendre comme pour agir.

HENRY NOGUÈS

Aide internationale et sociétés civiles au Niger

Philippe Lavigne Delville, Karthala-APAD-IRD, Paris, 2015, 348 pages.



Il est assez classique que les comparaisons internationales sur les organisations de la société civile ou de l'économie sociale et solidaire soulignent, dans de nombreuses situations africaines,

leurs liens à la « débrouille » quotidienne et leur extraversion (voir *Recma*, n° 338, p. 115), quand ces dernières ne sont pas accusées de cautionner les stratégies de démantèlement d'un Etat bien mal en point, après des décennies d'ajustement structurel. Mais peu de travaux de recherche en sciences sociales offrent réellement l'occasion d'approfondir ces réalités. C'est le cas de cet ouvrage, fruit d'une longue enquête de terrain au Niger, qui permet d'aller plus loin et qui bouscule, à cette occasion, certaines grilles de lecture souvent déclinées par les acteurs institutionnels ou les chercheurs pour éclairer le rapport complexe entre politiques et pratiques.

Les premiers chapitres éclairent, en lien avec l'histoire politique du pays, les dynamiques des organisations de type associatif au Niger, y compris les « fadas », espaces de discussion

des jeunes urbains qui rassemblent des groupes de jeunes sans emploi, sur des bases de voisinage. « *Au début des années 2010, le paysage de la "société civile organisée" nigérienne est composé d'une foule d'organisations de toutes sortes [...]. Au milieu, émergent quelques organisations paysannes ayant une réelle base sociale; quelques organisations très médiatisées, portées par d'anciens militants syndicaux, fortement présentes dans l'espace public et les médias; quelques dizaines d'organisations ayant réussi à se consolider institutionnellement, principalement dans l'espace public et les médias, des ONG prestataires et de la lutte pour les droits de l'homme; et quelques associations islamiques, occupant une place importante dans l'espace public à travers prêches et actions caritatives. Des milliers d'organisations locales formelles ou informelles, des centaines d'ONG vivant plus ou moins, des dizaines de regroupements par profession, des dizaines de fédérations sectorielles ou intersectorielles au dynamisme variable et fluctuant coexistent à l'ombre de ces organisations visibles sur la place publique. La forte personnalisation du leadership, la multiplication d'organisations et de fédérations pour répondre aux opportunités thématiques ou financières, la multiplication des responsabilités des leaders les plus en vue, achèvent de complexifier le paysage* » (p. 58). Dans un contexte de « *post-ajustement* » caractérisé par un marché du travail sinistré, la « *modernité insécurisée* » des petites associations et leurs rapports à l'Etat et à l'aide internationale sont approfondis (chapitre 2). Au-delà de la critique, généralisée, que proposent les chercheurs comme de nombreux responsables associatifs, qu'il s'agisse de dépendance à l'aide ou de stratégies personnelles de nombreux leaders, l'auteur s'est interrogé sur la question des conditions de consolidation des organisations associatives face à la double précarité des ressources humaines et des ressources financières, accentuée par la généralisation de la mise en concurrence et du financement

par projet. Le chapitre 3 approfondit également, par l'analyse des tentatives successives pour définir une « *charte de la société civile* », la question de la régulation du secteur, notamment à partir des débats concernant la politisation et le caractère lucratif des associations nigériennes.

Un pays « où tout le monde se cherche »

A partir de cette « *toile de fond* », les trois derniers chapitres discutent des politiques des institutions vis-à-vis de l'accompagnement des organisations de la société civile (p. 30). Ils interrogent, suite aux Accords de Cotonou signés en 2000 par l'Union européenne, comment ses services ont « *façonné* » une intervention destinée initialement à appuyer les « *acteurs non étatiques* » (ou « *ânes* ») et comment cette dernière a été mise en œuvre de façon tâtonnante, entre ambiguïtés des concepts politiques, jeux d'acteurs et poids des dispositifs bureaucratiques entre 2002 et 2008. Largement ouvert à la parole des acteurs à partir des entretiens menés par l'auteur, ce qui semble au premier abord une description minutieuse et parfois laborieuse, finit par se révéler une enquête à suspense

pleine de rebondissements, mais également d'interrogations. Loin des discours souvent éloignés des réalités contingentes du terrain, l'auteur s'est efforcé d'appliquer les principes de la sociologie de la traduction et de celle de l'action publique, pour retracer comment une politique et des principes se traduisent en dispositifs et en pratiques (p. 212). C'est ainsi qu'une convention de financement portant sur soixante-douze mois finit par se concrétiser dans un financement de quatre à cinq mois réellement disponible pour les activités des organisations de la société civile (p. 245).

En conclusion, la thèse du complot néolibéral soutenant que la société civile fait partie des stratégies de contournement de l'Etat par les institutions internationales ressort passablement écornée (p. 290), mais cela ne fait que renforcer les interrogations que Philippe Lavigne Delville soulève sur ce que signifie une association dans le Niger d'aujourd'hui, « *dans un pays où tout le monde se cherche* », ainsi que sur les modalités pour financer durablement un secteur de l'économie sociale afin de réduire la précarité et contribuer au lien social.

FRANÇOIS DOLIGEZ